

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
165 Avenue Paul Seguin  
39000 LONS-LE-SAUNIER

Le 13 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SNDCE**

ZI La Croisette  
71240 SENNECEY LE GRAND

Références : AM/MB/2022/L\_407

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement SNDCE implanté ZI La Croisette 71240 SENNECEY LE GRAND. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur le risque incendie dans les installations de traitement de surface.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNDCE
- ZI La Croisette 71240 SENNECEY LE GRAND
- Code AIOT dans GUN : 0005401071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société réalise des opérations de traitement de surface, application de métaux sur des pièces façonnées par diverses entreprises dans le but de les protéger contre la corrosion, augmenter leur conductivité.

La société emploie 11 personnes qui travaillent en 2 x 8, elle dispose de 4 chaînes de traitement : zinguage (tonneaux et attache), argenture et étamage.

**Le référentiel de l'inspection sera principalement constitué par :**

- l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°08-01991 du 30 avril 2008.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative des installations exploitées ;
- maîtrise du risque incendie ;
- moyens de lutte contre l'incendie et ses conséquences.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Situation administrative	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 1.2.1
Caractérisation des risques	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.2.1
Caractérisation des risques	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.2.2
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Protection contre le risque foudre	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.3.4
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.5.5
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 et 13

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Contrôle des installations électriques	AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.3.3

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite d'inspection :

- 5 non-conformités ont été constatées sur les thèmes suivants :
  - absence d'inventaire et d'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement ;
  - absence d'équipement fonctionnel permettant l'évacuation des fumées et de la chaleur en cas d'incendie ;
  - absence de dispositifs de sécurité permettant de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage des bains de traitement ;
  - absence d'équipement permettant le confinement des eaux d'incendie et/ou susceptibles d'être polluées ;
  - absence de consigne de sécurité spécifiant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte.
- 4 demandes de compléments ont été constatées sur les thèmes suivants :
  - situation administrative des installations exploitées ;
  - reclassement par antériorité des installations exploitées ;
  - zones à risques susceptibles d'être présentes au sein de l'établissement ;
  - adéquation entre les moyens de lutte contre l'incendie présents et le risque à défendre ;
  - nécessité de protéger les installations contre le risque foudre.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Situation administrative

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 30/04/2008, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Situation administrative des installations exploitées

Rubrique	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1131-2-b	A	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques liquides telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol		quantité susceptible d'être présente dans l'installation	10 tonnes	37 tonnes
2565-2-a	A	Revêtement métallique ou traitement des surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surface visés par la rubrique 2564, avec des procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium)	7 chaînes de traitement de surface	volume des cuves de traitement	1500 litres	87650 litres
1200-2	D	Emploi ou stockage de substances ou préparations de combustibles, telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques	Eau oxygénée et persulfate de sodium	quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	2 tonnes	2,75 tonnes
2564-3	D	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Le volume des cuves de traitement étant supérieure à 20 l mais inférieur ou égal à 200 l	1 cuve de perchloréthylène		20 litres	50 litres
1111-1 1111-2		Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et ses composés : 1. → Substances et préparations solides 2. → Substances et préparations liquides		quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation		
	NC D				200 kg 50 kg	105 kg 84 kg

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

**Constats :** Lors de la précédente visite du 16 décembre 2020, il a été demandé à l'exploitant de transmettre à la préfecture :

- le positionnement de ses installations vis-à-vis de la rubrique 3260 ;
- le positionnement de ses installations vis-à-vis des rubriques 4XXX ;

En séance, l'exploitant a présenté le classement de ses installations au titre des rubriques 4XXX :

- rubrique 4110-2a : 2000 kg - installation soumise à autorisation
- rubrique 4120-2b : 3000 kg - installation soumise à déclaration
- rubrique 4130-2b : 2500 kg - installation soumise à déclaration

**Constat 1-19052022 : DEMANDE DE COMPLÉMENTS :** l'exploitant précisera les substances et mélanges pris en considération pour établir ces classements. S'il souhaite que ses installations soient classées au titre de l'antériorité au titre de ces rubriques, il présentera les éléments justifiant le reclassement des installations autorisées dans l'arrêté préfectoral complémentaire de 2008 précité au titre des rubriques 1XXX vers les rubriques 4XXX.

**Constat 2-19052022 : DEMANDE DE COMPLÉMENTS :** l'exploitant se positionnera sur le classement au titre des rubriques 2565 et 3260 de la nomenclature ICPE de son installation de traitement de surface. Ce positionnement sera détaillé et explicité.

L'inspection a rappelé, lors de la visite, les critères de classement au titre des rubriques 2565 et 3260.

La rubrique 3260 comprend le traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes.

Le classement des installations au titre de la rubrique 3260 exclut donc leur classement en 2565. Dans ce cas, les autres opérations de traitement, par exemple décapage et dégraissage, non concernées par les rubriques 3260 et 2564 sont à classer en 2565.

Rubrique 1200 : suite à la modification de la nomenclature ICPE, la quantité maximale de produits

<p>combustibles susceptibles d'être présents sur le site, en distinguant les combustibles solides et liquides, est inférieure aux seuils de classement des rubriques 4440 et 4441.</p> <p>Rubrique 2564 (fontaine de dégraissage au perchloréthylène de 50 litres) : le dégraissage au perchloréthylène a été arrêté il y a plusieurs années et suite à la modification de la nomenclature ICPE une telle installation n'est plus classable au titre de la rubrique ICPE.</p> <p>Compte tenu de l'historique du site, la présence de ce paramètre dans le sol et les eaux souterraines devra être prise en compte lors de la cessation des activités sur le site. Ce point de vigilance sera acté dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire de l'établissement.</p> <p>En tout état de cause, si l'installation de traitement de surface relève de la "directive IED", notamment au titre de la rubrique 3260, la présence du perchloréthylène dans le sol et dans les eaux souterraines devra être étudiée dans le rapport de base établi dans les conditions fixées à l'article L. 515-30 du code de l'environnement et lors de la surveillance des eaux souterraines imposée au titre de l'article R. 515-60 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Caractérisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Substances et préparations présentes dans l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...). Les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente de l'Inspecteur des Installations Classées et des services de secours.</p> <p>Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un classeur contenant les fiches de données de sécurité des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement.</p> <p>L'inspection constate par sondage que le suivi de la mise à jour des FDS semble assuré.</p> <p><b>Constat 3-19052022 - NON-CONFORMITÉ :</b> l'exploitant ne dispose pas de l'inventaire et de l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements).</p> <p>L'exploitant établira cet inventaire et transmettra une copie à l'Inspection.</p> <p>La quantité de produits cyanurés stockée sur le site est limitée (1 kg). Les produits cyanurés (hors bains de traitement) sont à l'état solide. Ceux-ci sont entreposés à l'abri de l'humidité dans une armoire fermée à clé avec accès limité et dans un local fermé à clé en absence de la personne travaillant dans ce local.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Caractérisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage des dangers internes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Le plan des installations présenté n'identifie pas de zones à risque.
<b>Constat 4-19052022 : DEMANDE DE COMPLEMENTS :</b> l'exploitant précisera s'il a identifié des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Le cas échéant, il transmettra un plan matérialisant et identifiant ces zones à risques. Ce plan pourra utilement indiquer les zones d'entreposage des différents produits chimiques présents dans l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dispositions constructives-désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.  Article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral de 2008 Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
<b>Constats :</b> Des équipements pour l'évacuation des fumées sont présents en partie haute de l'installation. Selon le Directeur et le responsable maintenance, ces équipements n'ont pas été entretenus et ils ne seraient plus fonctionnels.
<b>Constat 5-19052022 : NON-CONFORMITÉ :</b> le bâtiment abritant l'installation de traitement de surface n'est pas équipé en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Le dernier compte rendu de vérification périodique Q18 date du 15/03/2022. Celui-ci indique que l'installation électrique, à l'exception des dispositifs différentiels à courant résiduel qui n'ont pas été testés pour des raisons d'exploitation, ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.  Le rapport en lien avec cette visite fait état de 23 observations dont 19 récurrentes. En séance, le responsable maintenance indique que 13 observations ont été traitées. Les actions engagées et réalisées ne sont pas consignées.  Le compte rendu de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) du 25/10/2021 ne fait pas état d'anomalie.
<b>Observations :</b> l'exploitant doit conserver une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que : - sur chaque chaîne de traitement, des bains sont chauffés par des thermoplongeurs asservis à des capteurs de niveau de liquide. La température maximale de chauffe est de 50 °C pour les bains de dégraissage ; - les bains sont équipés de capteurs de température.  Lors de la visite : - un test a été réalisé sur un bain de décapage de la chaîne ZnBM. Le soulèvement du capteur de niveau a entraîné l'arrêt de la chauffe du bain (led qui s'éteint) ; - il a été constaté qu'un bain chauffé sur la chaîne Sn n'est pas équipé de capteur de niveau, l'arrêt de la chauffe serait lié à une horloge (arrêt à 13 h).  <b>Constat 6-19052022 - NON-CONFORMITÉ :</b> l'ensemble des bains chauffés n'est pas équipé de dispositifs de sécurité qui permet de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Protection contre le risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre le risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique : - que ces installations n'ont pas besoin d'être protégées contre le risque foudre; - qu'il dispose d'un document le justifiant; il n'a pas été en mesure de le justifier.  <b>Constat 7-19052022 - DEMANDE DE COMPLEMENTS :</b> l'exploitant transmettra une copie des documents (analyse risque foudre et, le cas échéant, une étude technique foudre) justifiant l'absence de nécessité de mise en place d'équipement pour prévenir le risque foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Un plan matérialise la présence de 16 extincteurs dans l'établissement. Ces derniers sont accessibles et visibles. Le dernier compte rendu de vérification périodique de ces équipements (Q4) est daté du 29/11/2021. Il conclut que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.  Le site n'est pas équipé de RIA, de sprinklage et de détection incendie.  Trois poteaux incendie sont situés dans la zone industrielle où est implanté l'établissement. Le plus proche est situé à environ 200 m de l'entrée de l'établissement.  <b>Constat 8-19052022 - DEMANDE DE COMPLEMENTS :</b> L'exploitant justifiera que l'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Il précisera notamment pourquoi son installation ne nécessite pas la mise en place d'une détection incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/04/2008, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent d'un volume minimum de 274 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que pour créer la rétention, des batardeaux à mettre en place au niveau des ouvertures étaient présents. L'exploitant n'a pas pu justifier de la présence de ces équipements et de leur efficacité.  <b>Constat 9-19052022 - NON-CONFORMITÉ :</b> aucun équipement présent sur le site ne permet de collecter à minima 274 m <sup>3</sup> d'eaux susceptibles d'être polluées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Confinement des eaux incendie – organes de commande

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 et 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 9 Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.  Article 13 Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : ... - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte
<b>Constat 10-19052022 - NON-CONFORMITÉ :</b> aucune consigne de sécurité spécifiant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte est établie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet